



Rencontre

L'UE telle qu'elle se construit actuellement n'est pas l'Europe

Sylvie Goulard, spécialiste des questions européennes, appelle les Français à relancer le projet européen et à revenir à une méthode plus communautaire. Pour elle, il faut décider ce que nous voulons faire ensemble, en faisant prévaloir un intérêt commun sur les intérêts particuliers de chaque Etat.

Par Nathalie DUBOIS, Marc SEMO

QUOTIDIEN : samedi 24 mars 2007

Pour une bonne partie des hommes politiques, notamment en France, l'Europe est aujourd'hui, selon vos propres mots, «une demi-maîtresse qu'on aime sans inquiétude et qu'on quitte sans chagrin». Comment en est-on arrivé là ?

L'Europe est souvent présentée comme un projet qui a perdu sa raison d'être, qui a achevé les buts pour lesquels elle a été créée : avant tout, garantir la paix entre ses membres, notamment entre la France et l'Allemagne. Or ce qui m'a frappé en replongeant dans les écrits des pères fondateurs du projet européen dans l'après-guerre, c'est leur grande ouverture internationale. Contrairement aux idées reçues, la paix entre les pays du Vieux Continent n'était à leurs yeux qu'un préalable. Leur motivation ultime était la défense de la civilisation européenne, la préservation du rang de l'Europe dans le monde, l'affirmation de ses valeurs face à l'Union soviétique et le rattrapage de son retard économique vis-à-vis des Etats-Unis. Mais, ces dernières années, les gouvernants européens n'ont pas su vendre ce message qui, pourtant, conserve plus que jamais sa pertinence dans la globalisation. L'enlisement s'est accentué notamment après la chute du mur de Berlin. Les gouvernements européens ont été timorés. Sur de nombreux sujets, ils ont signé des traités nominalistes, au contenu incertain, appelant par exemple PESC («politique étrangère et de sécurité commune») une diplomatie qui n'était pas commune. A force de répéter que nous construisons l'Europe sans la faire, nous avons créé à la fois des peurs inutiles et des déceptions redoutables. L'Union européenne telle qu'elle se construit actuellement n'est pas l'Europe ! C'est au mieux une étape intermédiaire, un entre-deux. Au pire, un ersatz. L'Europe a été détournée de son objet et dans ce dévoiement, la France porte une lourde responsabilité.

Qu'est-ce que cette «méthode communautaire» qui se serait perdue en chemin ?

C'est d'abord la volonté de faire prévaloir un intérêt commun sur les intérêts particuliers de chaque Etat. Le contraire, donc, de s'asseoir autour d'une table pour trouver laborieusement un moyen terme entre les points de vue des Grecs, des Polonais et des Français, ce qui, à 27 Etats membres, sera toujours plus acrobatique. Ces marchandages sont un dévoiement du projet européen. Il s'agit au contraire de décider de ce que nous voulons faire ensemble, par exemple sur la politique d'indépendance énergétique ou pour lutter contre le changement climatique. Et c'est pour décider ensemble que nous avons besoin d'institutions communes. Je ne suis pas une fétichiste des organes communautaires tels qu'ils sont actuellement. Mais ils ont joué un rôle essentiel pour la construction communautaire. On peut aimer ou pas la politique de la Commission, la jurisprudence de la Cour de justice européenne ou les décisions de la Banque centrale, mais sans elles, il n'y aurait plus d'Europe, plus d'esprit européen. Avant de taper dessus, encore faudrait-il être capable de proposer autre chose que le retour aux affrontements interétatiques stériles. Le projet européen est révolutionnaire. Il suppose une autre approche des relations entre peuples et entre Etats. Or beaucoup d'hommes politiques, de diplomates et de fonctionnaires raisonnent toujours selon des schémas étroitement nationaux. Ils sont même souvent en retrait sur une bonne partie des opinions publiques des Etats membres.

Comment expliquez-vous cette régression ?

Les «pères fondateurs» du projet européen étaient des personnalités hors normes, qui avaient eu pour la plupart une très riche expérience internationale. Jean Monnet écrit, dans ses Mémoires, que, dans sa famille de négociants de Cognac, «on était de plain-pied avec les Anglais» et qu'il «n'avait jamais eu à [...] vaincre des réflexes qu'il n'avait jamais acquis».

Robert Schuman, né dans la partie mosellane de la Lorraine conquise par l'Allemagne après 1870, avait fait des études de droit allemand. L'Italien Alcide De Gasperi, qui a signé l'adhésion de son pays à la Ceca (la Communauté européenne du charbon et de l'acier), venait du Trentin, une région qui, avant la Première Guerre mondiale, appartenait à l'Empire austro-hongrois et il avait été député à Vienne. En outre, ils ont tous vécu deux guerres mondiales et combattu des idéologies totalitaires. Mes années passées à la Commission m'ont fait toucher du doigt la grande qualité des fonctionnaires communautaires, mais aussi parfois la force de la routine et le manque de foi des descendants de ces héros. Heureusement, une nouvelle génération arrive, formée grâce aux bourses Erasmus et dotée d'une expérience très concrète des pays voisins ainsi que d'une vision plus internationale des problèmes.

L'Europe garde donc, selon vous, tout son attrait ?

Oui. Malgré les ratés, de toutes les organisations et institutions internationales mises sur pied après la Seconde Guerre mondiale, les Nations unies, le Conseil de l'Europe ou le Fonds monétaire international, la CEE devenue l'UE est la plus efficace pour faire travailler des Etats et des peuples de façon supranationale. La seule qui a permis de pousser aussi loin la démocratie, même si celle-ci reste imparfaite ; la seule à avoir créé une communauté de droit aussi effective. L'Europe a inventé un modèle original, qui n'existe pas dans la science politique classique, quelque chose qui n'est pas un Etat et qui est en même temps au-dessus des Etats sans pour autant les faire disparaître. La grande force d'attraction de l'Europe s'est vérifiée lors de la chute du Mur. Certes, ce n'est pas elle qui l'a fait tomber ; il faut rappeler le rôle des dissidences et des Etats-Unis, mais l'existence de l'Union a ouvert une perspective positive aux populations des ex-pays du glaci. L'UE les a accompagnés dans leur processus de transition. En 1990, on craignait qu'il n'y ait dans beaucoup de ces pays une résurgence violente des nationalismes, voire des affrontements sur les questions des minorités comme cela s'est passé dans l'ex-Yougoslavie. Le communisme s'est effondré et a été remplacé par la démocratie et l'économie de marché sans une goutte de sang. C'est un des miracles nés du projet européen ! Dans le match Monnet-Staline, c'est Monnet qui a gagné.

Quelles sont les responsabilités de la France dans la panne européenne ? Est-ce seulement le non au référendum sur le traité constitutionnel ?

La France a été à l'origine de toutes les avancées et de tous les faux pas. La politique de la «chaise vide» menée par le général de Gaulle entre 1962 et 1965 a assurément été une des décisions françaises qui a cassé la dynamique communautaire. Les Belges ou les Italiens n'ont pas oublié cet épisode, ni le vote négatif français qui a entraîné l'échec de la CED, la Communauté européenne de défense, en 1954. Ces contentieux passés expliquent pourquoi nos partenaires nous en veulent aujourd'hui autant pour le non au traité constitutionnel. La ratification par la France du traité de Rome a d'ailleurs été un miracle. Presque toute la haute fonction publique était contre. Mais, paradoxalement, c'est le passage de la IVe à la Ve République qui a permis de donner réalité à ce traité d'esprit libéral. Négocié et signé en 1957, il a été appliqué par le général de Gaulle qui, malgré ses réticences envers un projet supranational, a compris tout le parti qu'il pouvait en tirer pour la libéralisation et la modernisation de l'économie française. La panne européenne ne tient pas à la France seule, mais le vote français fait peser sur nous une responsabilité particulière.

En France, le camp du non à la Constitution a concentré la plupart de ses critiques sur la troisième partie du traité, avec ses phrases sur la libre concurrence et l'économie de marché. N'est-ce pas un refus du socle même de la construction européenne ?

Tocqueville notait déjà que les Français ont un problème avec la liberté. Dans l'arbitrage entre liberté et égalité, ils privilégient plutôt cette dernière. Il est certes indispensable de donner des chances égales à chacun. Mais il faut aussi laisser jouer l'émulation des talents intrinsèques de chacun. La concurrence et la liberté d'entreprendre, avec bien sûr des régulations, représentent des valeurs très positives dans la plupart des pays d'Europe alors qu'elles font peur en France.

La crise actuelle n'est-elle pas due à cet entre-deux, avec, d'un côté, des Etats-nations en crise et, de l'autre, une Europe encore informe où s'affrontent deux conceptions opposées, l'une plus fédérale, l'autre anglo-saxonne, la réduisant de fait à une vaste zone de libre échange ?

Si l'Etat-nation perd de sa substance, ce n'est pas à cause de la construction européenne. C'est la globalisation des menaces et des enjeux qui relativise le pouvoir des Etats et favorise la diffusion des conceptions dites anglo-saxonnes. Raison de plus pour construire l'Europe ! Si l'intégration européenne s'arrêtait, nous y perdrons, car les Etats-nations ne sont pas en mesure de lutter seuls contre le changement climatique ou d'imposer seuls des règles dans la jungle mondiale. Un certain malaise vis-à-vis de l'Europe est perceptible dans tous les pays, mais la France est le pays le plus désorienté en raison de sa peur panique de la mondialisation, de ses ambiguïtés dans sa perception d'elle-même. Le fait d'avoir à leur frontière orientale des pays aujourd'hui membres de l'Union a redonné par exemple aux Allemands un espace économique qu'ils avaient perdu et leur assure des relations apaisées avec leurs voisins. Certes, l'opinion allemande doute aussi, mais elle est habituée de longue date à un certain fédéralisme et serait disposée, à certaines conditions, à aller de l'avant. La France, elle, n'a jamais vraiment clarifié son rapport à l'Europe, rêvant des avantages d'une Europe fédérale sans jamais être prête à en payer le prix. Nous sommes le pays où la contradiction est à son apogée.

Comment faire repartir le projet européen ?

Nous avons une méthode qui a fait ses preuves. Appliquons-la de nouveau en partant de nos succès comme la politique commerciale par exemple. Dans ce domaine, un commissaire s'exprime au nom de l'Europe, sur mandat des Etats. L'UE est reconnue et respectée. Il en est de même pour la concurrence. Pourquoi les Américains respectent-ils les décisions du commissaire européen à la Concurrence qui interdit par exemple à telle ou telle de leurs grandes entreprises de fusionner avec telle autre ? Rien ne les y oblige, mais ces entreprises savent que si elles ne respectent pas ces règles, elles n'auront pas accès au marché européen qui, avec ses 500 millions d'habitants, représente aujourd'hui la zone économique la plus vaste et la plus solvable de la planète. En revanche, l'UE n'existe pas vraiment en matière diplomatique, parce qu'elle refuse d'appliquer une méthode efficace pour devenir une puissance non impériale.

Qu'attendez-vous du prochain président français pour relancer l'Europe ?

Il s'agit de travail à long terme, mais la première des urgences serait de commencer à penser européen, à cesser de faire les choses tout seuls pour ensuite tenter de trouver des compromis avec nos partenaires. Il nous faut revenir à une certaine humilité, au travail en équipe. Mais, en même temps, nous devons rester nous-mêmes et tenir bon sur quelques sujets où nous pouvons être un modèle, comme dans la bataille pour la diversité culturelle. Il y a un terrible appauvrissement dans une Union toujours plus monolingue, réduite à travailler dans un anglais qui n'en est même pas un, avec une boîte à outils d'à peine 500 mots pour régler des problèmes extrêmement complexes. Un autre terrain de bataille devrait être celui de la laïcité, afin d'offrir des voies d'intégration plus apaisées à ces millions de musulmans qui sont désormais à part entière des citoyens de l'Union européenne. Enfin, nos réticences envers le capitalisme, si caricaturales soient-elles parfois, ont le mérite d'appeler à plus de justice sociale. Le point d'équilibre se situe, comme souvent, entre nos chimères et celles des autres.

Enseignante au Collège d'Europe à Bruges et à Sciences-Po, chercheuse associée au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri), Sylvie Goulard préside la branche française du Mouvement européen depuis la fin 2006. Conseillère de l'ex-président de la Commission européenne Romano Prodi, elle a publié en 2004 un pamphlet contre l'adhésion de la Turquie, le Grand Turc et la République de Venise (Fayard). Dans le Coq et la Perle (Le Seuil, janvier 2007), elle redonne la parole aux «pères fondateurs» pour expliquer «la révolution» de la méthode communautaire et appeler les Français au sursaut européen. Mi-mars, elle a sorti une Europe pour les nuls (First) qui réussit le pari d'informer et de divertir sur ce sujet apparemment si rébarbatif.